



FORUM DES MARCHÉS ÉMERGENTS

INTERVENTION DE MADAME NIALÉ KABA, MINISTRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT

Panel sur la thématique : L'état de l'économie mondiale et ses implications pour les économies de marchés émergents.

**Monsieur le Modérateur,
Monsieur le Conférencier,
Madame et Messieurs les Panélistes,
Mesdames et Messieurs, Distingués Participants,**

Je voudrais, tout d'abord, remercier le Forum des Marchés émergents et le Centre de Politique pour le Nouveau Sud pour l'honneur fait à la Côte d'Ivoire et à ma modeste personne, en nous associant à ce forum de haut niveau.

Je ne vais pas revenir sur le contexte mondial si bien décrit par mes prédécesseurs.

Je voudrais indiquer que le ralentissement économique mondial, l'inflation persistante, le resserrement des conditions financières, la fragmentation des économies et les nombreuses incertitudes ont des répercussions certaines sur les pays de l'Afrique subsaharienne.

Ces impacts peuvent s'appréhender à plusieurs niveaux :

1. Premièrement, on note une décélération de la croissance économique, qui passerait de 3,6% en 2022 à 2,5% en 2023. Ce ralentissement implique des performances plus faibles en terme de réduction de la pauvreté et de création d'emplois.

Pourtant, selon la Banque mondiale, l'Afrique Subsaharienne fait face chaque année, à près de **12 millions de jeunes** qui cherchent à intégrer le marché du travail, alors qu'elle ne génère que **3 millions d'emplois formels**.

2. En 2023, 55% des pays de la région sont dans des situations de risques de surendettement élevés, contre 27% en 2015. Ainsi, le service de la dette représente en moyenne 31% des recettes fiscales, restreignant de manière drastique les marges de manœuvres pour investir dans les infrastructures ainsi que dans la réalisation des objectifs de Développement Durable (ODD).

Face à cette situation, ces pays qui ont des taux de pression fiscale faibles enregistrent des flux financiers illicites qui leur font perdre près de **89 milliards de dollars USD** chaque année. Par ailleurs, ils attendent avec impatience l'aboutissement et la concrétisation des discussions mondiales sur la fiscalisation des grands groupes privés étrangers.

3. En outre, les conséquences de la pandémie à Covid 2019 et de la crise Russo-Ukrainienne constituent un grave choc, notamment sur l'agriculture et pose pour notre sous-région la problématique de la souveraineté et de la sécurité alimentaire.

Il faut noter que notre sous-région était sujette à cette problématique du fait du sous-investissement dans l'agriculture vivrière, des crises sécuritaires et du changement climatique.

Aujourd'hui, les Nations Unies évaluent les besoins annuels pour la réalisation des ODD et la transition climatique à **500 milliards** de dollars par an.

Dans le contexte actuel marqué par le resserrement des conditions financières mondiales, le financement du développement, constitue un véritable défi pour les économies de l'Afrique au Sud du Sahara.

Nos pays sont ainsi obligés d'opérer des arbitrages entre l'adaptation à court terme aux chocs macroéconomiques et le respect de leurs engagements en faveur d'un développement durable et inclusif.

Mesdames et messieurs,

Dans ce contexte, l'économie ivoirienne qui a enregistré une croissance forte et continue depuis 2012, demeure résiliente, avec des taux de croissance ressortis à 1,7% en 2020, 7,4% en 2021 et 6,7% en 2022.

Ce résultat fort appréciable est imputable à la mise en œuvre des réformes structurelles de grande ampleur et aux réponses adaptées à la crise à la Covid- 19.

C'est l'occasion pour moi de remercier nos partenaires au développement, en particulier le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et les autres bailleurs qui ont fait preuve de flexibilité pour accompagner mon pays face à la pandémie.

Les perspectives économiques pour la Côte d'Ivoire demeurent bonnes, avec un taux de croissance moyen projeté à 7% sur la période 2023-2025.

Toutefois, elles s'inscrivent dans un environnement incertain caractérisé par le coût élevé et la rareté des ressources disponibles pour financer le développement, les risques posés par le poids de la dette, la persistance des tensions inflationnistes et un environnement sécuritaire sous-régional des plus fragiles.

Mesdames et messieurs,

Comme vous voyez, les marges de manœuvre de nos États sont faibles. Il est donc primordial que les mesures de soutien rapide aux pays en développement puissent être renforcées pour une relance économique et la réduction de la pauvreté. En particulier :

- le développement d'un écosystème propice à l'éclosion du secteur privé, à la croissance des entreprises et à la formation en adéquation avec les besoins de transformation des économies ;
- l'accélération de la réforme en profondeur de l'architecture financière internationale pour un accès plus accru des pays en développement à des financements moins onéreux.
- une augmentation de l'allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) et leurs réacheminements vers les banques multilatérales pour soutenir la croissance inclusive et le progrès dans les pays en développement
- la Restructuration de la dette des pays en développement et;
- le renforcement de la souveraineté alimentaires et le développement des chaînes de valeur agricole.

Merci pour votre aimable attention.